

**Allocution de l'ambassadeur des États-Unis, M. Paul Cellucci
devant les membres de l'Ontario Trucking (Association de camionnage de
l'Ontario)
au Centre des congrès
Toronto
Le 11 novembre 2004**

Merci beaucoup, David. Je suis heureux d'être ici ce matin en ce jour du Souvenir qui revêt une importance particulière tant au Canada qu'aux États-Unis.

Je suis également très heureux que M^{me} Jessica LeCroy, notre nouvelle consule générale à Toronto, soit parmi nous. Nous avons un important consulat à Toronto. Les possibilités commerciales sont considérables ici pour nos deux pays. M^{me} LeCroy sera en poste pour les trois prochaines années. Elle est ici maintenant depuis environ 30 jours. Je sais que vous rendrez son séjour agréable et que vous collaborerez avec elle dans les années à venir. Elle a terminé récemment un séjour d'une année à Bagdad, alors je crois qu'elle appréciera les froids hivers de Toronto.

Évidemment, au cours de la semaine dernière, on m'a beaucoup questionné sur les répercussions qu'aura la dernière élection aux États-Unis sur le Canada et sur nos relations. J'imagine que plusieurs d'entre vous se posent la question et je tenterai d'y répondre de mon mieux. Je répondrai à vos questions à la fin de mon allocution et si je n'ai pas abordé un sujet qui vous intéresse, veuillez m'en faire part au cours de la période de questions.

Avant de débiter, il est important de prendre un certain recul et de se rappeler à quel point les élections aux États-Unis, tout comme celles tenues au Canada en juin dernier, mettent en lumière les valeurs que nous partageons.

Dans nos deux pays, ces récentes élections perpétuent une longue tradition où nous choisissons librement nos représentants et nos gouvernements. Aussi différents que peuvent être leur système politique, le Canada et les États-Unis adhèrent aux principes selon lesquels les citoyens sont égaux devant la loi et sont libres de choisir leur gouvernement. L'indépendance des États-Unis date de plus de 200 ans et la confédération canadienne de plus de 100 ans et, encore aujourd'hui, les élections libres viennent consolider nos institutions politiques et la durabilité de nos sociétés dynamiques, renforcer les valeurs de liberté et d'égalité de nos deux pays et assurer la stabilité des plus étroites relations bilatérales qu'entretiennent deux pays dans le monde.

Aujourd'hui, j'aborderai deux grands sujets. En premier lieu, je parlerai des relations entre les États-Unis et le Canada, y compris des répercussions des élections dans les deux pays sur nos relations bilatérales, et, je soulignerai aussi le contexte mondial et régional où évoluent ces relations.

Je discuterai ensuite de certaines questions particulières que je sais sont importantes pour l'industrie du transport par camion et que les dirigeants de votre association m'ont déjà mentionnées.

D'abord certains faits très évidents. Le partenariat entre les États-Unis et le Canada est prodigieux. Il n'y a jamais eu de relations économiques et commerciales de cette ampleur entre deux pays. Nos relations commerciales

dépassent largement tout ce qui peut exister de tel dans le monde, elles sont évaluées à 500 milliards de dollars par année.

Les investissements directs à l'étranger des États-Unis au Canada se chiffrent à plus de 150 milliards de dollars et ceux du Canada aux États-Unis à plus de 130 milliards de dollars. Pour 39 de nos 50 États, le Canada est le premier partenaire commercial. Pour ce qui est des exportations, 23 p. 100 des nôtres vont au Canada et 85 p. 100 des vôtres aux États-Unis.

Personne ne sait mieux que vous et vos camionneurs l'étendue de nos relations commerciales qui se prolongent sur les 8 000 kilomètres de notre frontière commune et passent par environ 100 points d'entrée frontaliers. Des millions d'emplois sont tributaires des transactions commerciales transfrontalières qui s'effectuent chaque année, jour après jour. Des millions de Canadiens et d'Américains dépendent de la solidité et de la croissance de ces relations commerciales pour mettre du pain et du beurre sur la table et maintenir leur mode et leur niveau de vie.

Je peux ainsi affirmer sans exagérer que vu les effets de ces relations sur la vie de tous les jours des citoyens de mon pays, elles ont plus d'importance que toute autre que les États-Unis entretiennent avec un pays ailleurs dans le monde. Il faut ainsi de se souvenir que ces relations constituent un réseau serré de communications et de relations entre les personnes, les institutions privées, les collectivités, les entreprises, les États, les provinces et les régions. La plus grande part de ces relations existe sans aucune intervention de nos gouvernements fédéraux.

Je tiens à souligner que le premier ministre Paul Martin et le président George W. Bush apprécient vivement et comprennent pleinement l'importance de ces relations et que les deux sont impatients de travailler ensemble afin de trouver des solutions à leurs problèmes communs.

Nos deux pays sont trop interreliés et trop interdépendants pour que l'un relève ses défis sans l'aide de l'autre. Nous partageons le même continent. Les États-Unis ne peuvent se défendre contre le terrorisme international sans l'aide du Canada. Ni l'un ni l'autre ne peut protéger ses citoyens contre le crime organisé international sans l'aide de l'autre. Aucun ne peut protéger les ressources énergétiques requises pour alimenter nos économies et sauvegarder notre environnement commun sans l'aide de l'autre. Aucun ne peut non plus gérer les répercussions d'une catastrophe naturelle, gérer le réseau électrique national commun ou prévenir la propagation d'une pandémie sans l'étroite collaboration qui existe entre eux à tous les niveaux.

La semaine dernière, lorsque le premier ministre Paul Martin a téléphoné au président George W. Bush pour le féliciter de sa réélection, il a invité de nouveau le président à venir à Ottawa. Le président a accepté l'invitation. Vous vous souviendrez que les événements qui se sont précipités, en particulier la guerre en Irak, ont fait en sorte que le président a dû remettre à plus tard la visite au Canada qui était prévue pour le printemps 2003. Le président George W. Bush et le premier ministre Paul Martin se rencontreront à la fin de la semaine prochaine, soit les 20 et 21 novembre, lors de la réunion au sommet des pays membres de la Conférence sur la coopération économique Asie-Pacifique, au Chili. Le personnel de leurs bureaux respectifs travaillera bientôt ensemble et mettra au point les détails de la visite du président au Canada, une visite qui, je le souhaite, aura lieu très bientôt.

Mais au-delà du moment où elle aura lieu, cette visite est importante à deux points de vue. Elle permet de démontrer que malgré leurs différences, les États-Unis et le Canada partagent les mêmes buts et les mêmes aspirations, font face aux mêmes

menaces et aux mêmes défis. C'est vrai non seulement entre nous, mais aussi pour le reste du monde. Cette réalité existait avant les élections aux États-Unis et elle n'a pas changé. Elle n'aurait pas changé non plus si l'issue des élections aux États-Unis et au Canada avait été différente. Cette visite permet également de remettre au programme des relations bilatérales certaines questions précises laissées en suspens.

Je débiterai en parlant de notre rôle à titre de gardiens de l'environnement en Amérique du Nord.

La publication du rapport «Évaluation de l'impact du changement climatique dans l'Arctique», plus tôt cette semaine, a encore une fois mis en lumière les problèmes liés au réchauffement du globe. Aux États-Unis, nous prenons très au sérieux les constatations de cette évaluation, pour l'avoir financée en grande partie, et nous envisageons avec intérêt d'en discuter lors de la réunion du Conseil de l'Arctique qui se tiendra plus tard ce mois-ci, à Reykjavik.

Comme vous le savez, le Canada et les États-Unis ont adopté des approches différentes face au Protocole de Kyoto. Le président a décidé que les normes du Protocole de Kyoto entraîneraient une baisse du niveau de vie des citoyens des États-Unis. Il n'était pas disposé à accepter une telle baisse du fait qu'il est convaincu que, si nous utilisons adéquatement nos ressources scientifiques, nous pouvons chercher à résoudre le problème et maintenir notre niveau de vie.

Il n'existe aucun doute que nous demeurons engagés à respecter l'objectif principal de la convention cadre des Nations Unies, soit la stabilisation de la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Le président a donc annoncé la politique des États-Unis qui vise à ralentir, arrêter et éventuellement mettre fin aux émissions de gaz à effet de serre par le recours à des méthodes scientifiques éprouvées. Nous nous sommes engagés à diminuer l'intensité de nos gaz à effet de serre, c'est-à-dire, les émissions par unité d'activité économique, de 18 p. 100 en 10 ans, soit l'équivalent de retirer de la route 70 millions de véhicules.

Nous croyons que nous pouvons y arriver car c'est une idée pleine de bon sens. La croissance économique s'inscrit dans la progression du respect de l'environnement. Elle fournit les ressources pour la recherche et pour les investissements en environnement. Les États-Unis consacrent 5,8 milliards de dollars par année aux problèmes liés au réchauffement du globe pour la bonne et simple raison que nous voulons obtenir les bonnes données scientifiques. Les enjeux sont trop importants pour que nous négligions cet aspect des choses. J'aimerais aussi souligner, mieux visualiser l'importance de ce montant, que non seulement est-il supérieur à celui que consacre tout autre pays dans le monde, mais il est supérieur au montant que consacrent tous les pays d'Europe, le Japon et le Canada réunis.

Le Canada et les États-Unis collaborent étroitement dans plusieurs autres domaines afin de freiner le réchauffement du globe. En mars 2002, nous avons signé deux accords internationaux sur l'énergie renouvelable et la climatologie, tous deux visant à accroître et intensifier nos efforts communs pour résoudre les problèmes liés au changement climatique.

On peut citer un autre exemple, l'engagement des États-Unis de financer à hauteur de 53 millions de dollars, au cours des cinq prochaines années, l'initiative «Methane to Market», initiative dont l'objectif premier consiste à réduire les gaz à effet de serre qui s'échappent des conduits de pétrole et de gaz, des mines de charbon et des lieux d'enfouissement. Nous souhaitons que le Canada participe pleinement avec nous à cette initiative.

Nous avons aussi entrepris le projet de la centrale FutureGen, la première centrale électrique de production d'électricité et d'hydrogène non polluante alimentée au charbon dans le monde. Dans le cadre de la «Clear Skies Initiative», au cours de la prochaine décennie la plupart des grandes centrales thermiques alimentées au charbon devront se doter de technologies de pointe pour contrôler la pollution. Le fait est que nous avons de grandes réserves de charbon ici en Amérique du Nord, et que ces projets contribueront à éliminer la quasi-totalité des émissions qu'il produit.

Un autre sujet qui a fait la manchette des médias au cours des 18 derniers mois, est celui de l'encéphalopathie bovine spongiforme ou EBS. Il est intéressant de noter que l'attention accordée aux questions commerciales liées à l'EBS a aussi démontré la prudence et la minutie dont ont fait preuve les autorités américaines et canadiennes, lorsqu'elles ont collaboré pour administrer l'aspect le plus important de la crise, soit la santé publique.

Le professionnalisme, dont ont fait preuve les autorités de l'Alberta, du Canada et des États-Unis dans la gestion de la crise, a démontré les véritables avantages de la collaboration entre le Canada et les États-Unis. Les mesures qui ont été prises se sont révélées si efficaces qu'il n'a fallu seulement quatre mois, après la découverte de la première vache infectée, pour que le commerce transfrontalier du bœuf en caisse carton reprenne, alors qu'auparavant il fallait des années avant que le commerce du bœuf ne puisse reprendre avec un pays où un cas d'EBS avait été découvert.

Le problème du commerce du bétail vivant de moins de 30 mois n'est pas encore résolu, mais nous nous efforçons de trouver une solution et je crois que nous verrons bientôt la lumière au bout du tunnel. Nous avons élaboré un règlement en vertu duquel, une fois qu'il sera publié et entrera en vigueur, la frontière sera ouverte au commerce du bétail vivant. Ce qui est impressionnant c'est le fait que jamais les consommateurs des deux côtés de la frontière n'ont perdu confiance dans nos services d'inspection de la viande. Les consommateurs ont pu continuer à manger du bœuf sachant que nos inspecteurs et nos scientifiques avaient pris des mesures appropriées de protection de la santé.

Je suis conscient que la fermeture actuelle de la frontière au commerce du bétail vivant fait mal aux éleveurs de bétail et aux exploitants de fermes laitières, mais nous n'avons de choix que de progresser prudemment pour satisfaire à la demande et à l'attente du public. Faire moins signifierait risquer de perdre la confiance du public, une chose si précieuse que nous ne pouvons risquer de la perdre. Ainsi, j'ose espérer que cette question sera chose du passé dans un avenir rapproché.

Notre programme commun ne se limite pas à des questions économiques et environnementales. Nous faisons face à la menace commune que constitue le terrorisme international et nous avons à relever ensemble un défi qui est de lutter contre la maladie, la faim et la pauvreté dans les régions perturbées du monde et promouvoir la liberté et la démocratie, en remplacement de la tyrannie et de la terreur.

Le flot de témoignages de sympathie et de soutien que nous avons reçus de la part des Canadiens, dans la foulée du 11 septembre, continue de m'étonner et de m'impressionner. Comme beaucoup de pays amis, le Canada a reconnu que lui aussi avait un intérêt dans le dénouement de la lutte contre la terreur. Depuis le 11 septembre, nous travaillons ensemble à bâtir une zone de confiance en Amérique du Nord.

Les organismes d'application de la loi et du renseignement des États-Unis collaborent plus étroitement que jamais avec ceux du Canada. Ces organismes échangent des renseignements et filtrent les voyageurs arrivant en Amérique du Nord. Nous coopérons à l'étranger avant que les visiteurs embarquent sur les vols commerciaux à destination de l'Amérique du Nord. Nous travaillons ensemble à la mise sur pied d'une initiative de sûreté des installations portuaires dans le cadre de laquelle nous examinerons les millions de conteneurs d'expédition qui entrent en Amérique du Nord chaque année.

Les militaires des États-Unis et du Canada forment une seule unité au sein du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) qui surveille les approches aériennes vers notre continent et qui nous protège contre des attaques. Nous avons modifié l'accord du NORAD de façon à élargir notre capacité aérospatiale d'alerte actuelle pour être en mesure de déclencher des alertes tactiques intégrées et des évaluations d'attaques, ce qui constitue un important élément du programme de défense contre les missiles balistiques que nous mettrons en place bientôt.

Alors que les États-Unis vont de l'avant avec le projet de défense contre les missiles balistiques, nous souhaitons que le gouvernement du Canada se joigne à nous, car nous croyons que ce projet est entièrement conforme à la mission du NORAD. Le Canada a joué un rôle important lors des missions de maintien de la paix dans les Balkans et plus récemment, en Haïti. Ce pays participe aux efforts diplomatiques visant à mettre fin à la violence qui sévit dans l'ouest du Soudan et il a joué un rôle de premier plan en Afghanistan.

Tout à l'heure, j'ai touché quelques mots des élections libres qui ont eu lieu au Canada et aux États-Unis cette année. Vous avez probablement vu la semaine dernière certaines des images télévisées lors des bulletins d'information. Les lignes étaient très longues aux bureaux de scrutin aux États-Unis. La participation a été considérable, ce qui constitue une bonne nouvelle pour la démocratie américaine.

Je me suis alors remémoré qu'il y quelques semaines nous avons vu des images télévisées d'hommes et de femmes qui attendaient pour voter en Afghanistan. Voilà un pays où il y a un peu plus de trois ans, les femmes ne jouaient aucun rôle dans la société. Les citoyens n'avaient pas droit de parole au sein du gouvernement. Pourtant, l'arrivée des Forces canadiennes et les efforts stabilisateurs qu'elles ont déployés ont constitué des facteurs qui ont contribué à créer un climat propice à la tenue d'élections libres en Afghanistan. Je crois que voilà une réalisation dont les Forces canadiennes et les citoyens du Canada peuvent être tout-à-fait bien fiers.

Bien que le Canada ne se soit pas joint à la coalition en Irak, la marine canadienne a joué un rôle de soutien essentiel en patrouillant le golfe Persique. Le Canada a beaucoup contribué à la reconstruction de l'Irak, s'étant engagé à verser 300 millions de dollars pour rebâtir le pays et mettre en place un nouveau gouvernement. Nous sommes toujours reconnaissants au Canada de participer à la sécurité internationale et d'être un ami et un voisin qui comprend ce qui fait la force d'une société libre. Bien que nous aurons encore à relever des défis en Afghanistan et en Irak, nous souhaitons que des élections libres s'y déroulent en janvier.

Je vous entretiendrai maintenant brièvement de notre avenir économique commun. Maintenant que les élections sont terminées, je crois que nous devons nous remettre à la tâche ensemble pour faire progresser notre programme de libre-échange dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA),

de la Zone de libre-échange des Amériques et de la ronde de Doha de l'Organisation mondiale du commerce.

Les États-Unis, le Canada et le Mexique viennent de franchir une étape importante, soit dix années depuis la signature de l'Accord de libre échange nord-américain. La réussite de l'ALENA est indiscutable. Nos trois pays ont prospéré grâce à l'ALENA. En règle générale, les transactions commerciales ont doublé et nous avons effectué d'importants progrès dans le commerce des biens intermédiaires, ce qui signifie que nos industries se sont intégrées de part et d'autre des frontières.

Comme je l'ai déjà mentionné, le commerce est responsable de millions d'emplois dans les trois pays membres de l'ALENA. Nous devons maintenant examiner la façon dont nous pouvons rationaliser les échanges entre nos pays. Nous devons trouver des moyens de simplifier les règles d'origine de façon à permettre aux entreprises de faire le libre commerce des produits comportant des éléments provenant de plusieurs pays, et de rationaliser et d'harmoniser nos règlements sur la santé et la sécurité.

Nous devons garder à l'esprit que des milliards de personnes sur cette planète ne partagent pas la prospérité dont nous bénéficions. Les États-Unis et le Canada collaborent au développement de la prospérité mondiale dans le cadre de la Zone de libre-échange des Amériques et de la ronde de Doha.

Nous devons chercher à faire démarrer l'expansion économique en signant un accord mondial qui résoudra l'impasse au sujet des subventions à l'agriculture et qui rendra les marchés encore plus accessibles. Les États-Unis ont présenté une proposition visant à réduire de 100 milliards de dollars les subventions à l'agriculture. Nous devons négocier longuement avec nos partenaires commerciaux en Europe et avec le Japon, mais ce n'est qu'en abolissant les subventions à l'agriculture que nous offrirons de nouvelles possibilités aux producteurs agricoles ailleurs dans le monde. Ce faisant, nous serons en mesure d'offrir aux régions plus pauvres du monde de meilleures possibilités de prospérité qui découleront d'une meilleure intégration du système commercial mondial à la croissance économique.

Je vous ferai remarquer que notre sécurité aussi en bénéficiera. Si nous pouvons aider d'autres pays à créer un climat qui favorise l'investissement et le commerce et que ces pays adoptent le principe de la primauté du droit dans les pratiques démocratiques et qu'ils redonnent espoir à leur population, il est beaucoup moins probable qu'ils deviennent des terrains d'entraînement pour les terroristes, comme l'Afghanistan, ou un endroit où les terroristes pourraient recruter de nouveaux adeptes. Donc, cette approche favorise nos intérêts en matière de sécurité et d'économie et je suis convaincu que sortir les gens de la pauvreté constitue la bonne chose à faire.

Je consacrerai quelques minutes à certaines questions précises qui intéressent votre industrie. Vous êtes tous des intervenants clés dans ce secteur commercial de l'aller-retour entre le Canada et les États-Unis. Hier, lorsque j'ai téléphoné à M. David Bradley, le message sur son répondeur était : «If you've got it, a truck brought it.» (Si vous l'avez reçu, c'est par camion.) C'est sans doute vrai. Je vous entretiendrai donc sur certaines questions particulières à la réglementation du commerce transfrontalier.

Les nouvelles exigences, en matière de transmission à l'avance des données sur les marchandises et à la documentation sur les marchandises entrantes en transit, doivent entrer en vigueur le 15 novembre à de nombreux points d'entrée terrestres.

Les agents de notre Department of Homeland Security (DHS : département de la Sécurité intérieure) sont conscients qu'il faut un grand nombre de camionneurs autorisés en vertu du programme EXPRES. Mes collègues du DHS travaillent avec vous et avec vos camionneurs pour accélérer le processus d'autorisation et pour accommoder les camionneurs qui doivent obtenir des rendez-vous pour satisfaire aux exigences liées aux entrevues, aux empreintes digitales et aux photographies. Ils reçoivent présentement environ 600 demandes par jour.

Les agents du DHS communiquent directement avec les entreprises de camionnage pour leur demander d'inciter leurs camionneurs à solliciter une entrevue. Le cas échéant, nous serons heureux de prolonger les heures de travail si vous pouvez nous assurer qu'un nombre donné de camionneurs seront présents. Malheureusement, lorsque nous avons auparavant prolongé les heures de travail, les camionneurs n'en ont pas profité.

Les entrevues sont étalées sur une période de 90 jours afin de ne pas augmenter en même temps la charge de travail de tous les points d'entrée, mais les plus importants d'entre eux appliqueront les exigences à partir du 15 novembre.

Le 15 novembre, les agents du DHS mettront l'accent sur l'importance de présenter la documentation appropriée sur les marchandises entrantes en transit et de fournir à l'avance les renseignements sur les marchandises entrantes, et ce, avant que les exigences ne soient appliquées.

Au cours du mois dernier, le DHS a décrété une période d'observation avisée des exigences et a distribué aux camionneurs des circulaires d'information sur les nouvelles exigences. Nos bureaux respecteront une période d'observation avisée dès le 15 novembre, probablement pendant 30 jours pour commencer, mais la durée de cette période n'a pas encore été déterminée.

Si l'émission des cartes EXPRES se fait plus lentement que prévu, nous sommes disposés à prolonger la période d'observation avisée. Tous les agents du gouvernement des États-Unis sont conscients de l'importance d'assurer le flux continu des véhicules à la frontière, tout en appliquant ces exigences sécuritaires supplémentaires.

La Transportation and Security Administration (TSA : Administration des transports et de la sécurité) a établi un règlement qui requiert que tous les camionneurs détenteurs d'un permis commercial, émis par un État américain ou par le District de Columbia, se prêtent à une vérification de leurs antécédents lorsqu'ils font une demande de renouvellement de leur autorisation à transporter des matières dangereuses. Ce règlement entrera en vigueur le 31 janvier 2005.

Les détenteurs d'un permis commercial n'ont pas tous reçu l'autorisation de transporter des marchandises dangereuses, mais ceux qui la détiennent doivent subir une vérification de leurs antécédents. La TSA informe les États émetteurs des permis lorsque des camionneurs ne se qualifient pas en raison de condamnations au criminel. Les camionneurs sont alors obligés de remettre leur autorisation à transporter des marchandises dangereuses, mais non leur permis commercial. Les États doivent retirer aux camionneurs l'autorisation de transporter des matières dangereuses lorsqu'ils ne se conforment pas volontairement à cette exigence. En conséquence, certains camionneurs pourraient perdre leur autorisation à transporter des matières dangereuses, mais non à transporter d'autres types de marchandises.

Dans son site Web, la TSA précise que cette règle ne s'appliquera pas aux citoyens canadiens et mexicains le 31 janvier 2005, mais qu'éventuellement ils

devront aussi se conformer aux mêmes normes. Aucun échéancier n'a été établi encore. La TSA cherche à déterminer la meilleure façon d'appliquer la règle en tenant compte des méthodes d'autorisation du transport des marchandises dangereuses en vigueur au Canada et dans les provinces, ainsi qu'en tenant compte des dispositions des nouveaux programmes d'identification, par exemple, le programme EXPRES.

En dernier lieu, les camionneurs canadiens doivent présentement se prêter à une vérification de leurs antécédents pour le transport transfrontalier des explosifs. Cette exigence est en vigueur depuis un certain temps et Custom and Border Protection (CBP : douanes et protection des frontières) a dressé une liste de tous les camionneurs autorisés, liste qui est disponible électroniquement à tous les points d'entrée.

Un dernier sujet qui, je crois, revêt une grande importance pour vous et vos camionneurs, est celui de la congestion aux frontières. Il faut s'attaquer aux problèmes liés à la capacité, surtout dans les corridors Buffalo-Fort Erie et Detroit-Windsor.

J'aimerais mentionner que le secrétaire Tom Ridge et la ministre Ann McLellan ont discuté de cette question, lors de leur plus récente réunion, à Ottawa. Ils se sont engagés à examiner la situation du corridor Windsor-Detroit, au cours des prochains 60 à 90 jours, pour trouver une solution à plus long terme aux problèmes liés à la capacité, soit ceux liés aux routes, aux ponts et aux tunnels, et pour évaluer ce qui peut être fait à court terme pour atténuer la congestion aux frontières et s'assurer que le flux des véhicules ne diminue pas. C'est donc un sujet auquel on accordera beaucoup d'attention dans les jours à venir.

En conclusion, je dirai que j'ai débuté mon allocution en parlant des valeurs fondamentales que partagent le Canada et les États-Unis. Je terminerai sur le même thème.

Comme je l'ai mentionné, nous revivons aujourd'hui une page très spéciale de l'histoire de nos deux pays, le jour du Souvenir, au Canada, et le Veterans Day, aux États-Unis. Ce sont pour nous des journées de commémoration très spéciales. Nous nous souvenons de la 11^e heure, du 11^e jour, du 11^e mois en 1918 quand, après quatre longues années, les fusils se sont tus et que l'armistice a mis fin à la Première Guerre mondiale. Nous nous souvenons qu'un grand nombre de citoyens de nos deux pays ont sacrifié leur vie au service de leur pays.

Le Canada et les États-Unis n'oublient pas qui étaient leurs alliés à la fin de la guerre. Ce n'est pas par hasard que la Grande-Bretagne et la France soient les mêmes alliés qui ont forgé le destin de nos nations avant même notre indépendance et que ces deux pays demeurent encore les alliés de plus longue date de nos deux pays. À mesure que le temps a passé, nous nous sommes souvenus des pertes subies par nos anciens ennemis qui, depuis longtemps maintenant, sont devenus nos alliés et nos amis.

Avant tout, nous nous souvenons de la raison pour laquelle ces sacrifices ont été faits, pour que tous les hommes et toutes les femmes puissent vivre en liberté. Il est particulièrement important de nous souvenir aujourd'hui que la liberté demeure le fondement de cette grande amitié qui existe entre les Canadiens et les Américains.

Merci beaucoup.